

LA SNET

Revue de Presse

lundi 08 décembre 2008

S O M M A I R E

lundi 08 décembre 2008

SNET/EON

Concurrence: Bruxelles consulte sur la cession des gazoducs de RWE Agence France Presse Fil Eco .- 05/12/2008	1
E.ON UK baisse ses tarifs, mais pas trop Enerpresse .- 08/12/2008	2
Ligne Marlenheim-Vigy. En service en décembre Le Journal des Entreprises Meurthe-et-Moselle .- 05/12/2008	3
Areal. À la pointe des logiciels de supervision de procédés Le Journal des Entreprises Moselle .- 05/12/2008	4
Nucléaire. EDF minimiserait le coût de l'EPR de Flamanville Le Télégramme .- 05/12/2008	5

CONCURRENCE

Enel stake sale loses luster The Wall Street Journal Europe .- 08/12/2008	6
RWE warns of carbon permit setback Financial Times Europe .- 08/12/2008	7
EDF hopeful of extending duration of its reactors Financial Times Weekend Europe .- 06/12/2008	8
Court-circuit Les Echos .- 08/12/2008	9
EDF tente de sécuriser l'avenir de son développement dans le nucléaire aux Etats-Unis Le Monde .- 06/12/2008	10
Energie : Sur l'horizon, 26 éoliennes France Soir .- 06/12/2008	11
Edison augmente ses investissements Les Echos .- 08/12/2008	12
Thermie Ouest investit sur des pompes à chaleur performantes Les Echos .- 08/12/2008	13

MARCHE

L'Afrique du Sud sème le trouble sur le renouveau du nucléaire Les Echos .- 08/12/2008	14
Energy projects fund hits buffers Financial Times Europe .- 08/12/2008	16
Dunkerque, "Hub" énergétique, n'attend plus que le solaire Enerpresse .- 08/12/2008	17
Comment les manuels scolaires traitent la question du nucléaire Le Figaro .- 06/12/2008	20

ENVIRONNEMENT

Plan climat : Sarkozy en renfort Le Monde .- 06/12/2008	21
--	----

S O M M A I R E

lundi 08 décembre 2008

Coal-reliant utilities could be burnt by climate plan 24
Financial Times Europe .- 08/12/2008

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Moscou prépare l'après-pétrole avec les nanotechnologies 26
Le Figaro économie .- 08/12/2008

SNET/EON



Concurrence: Bruxelles consulte sur la cession des gazoducs de RWE

bruxelles (BELGIQUE), 5 déc. 2008 (AFP) -

La Commission européenne demande aux parties intéressées de donner leur avis d'ici à un mois sur les propositions faites par le groupe d'énergie allemand RWE pour mettre fin à une enquête antitrust, et notamment la cession de son réseau de gazoducs en Allemagne, selon un communiqué publié vendredi.

Bruxelles avait lancé en mai 2007 une enquête contre RWE qu'elle soupçonnait d'avoir exclu illégalement des concurrents potentiels sur le marché de la fourniture du gaz.

Fin mai, RWE avait proposé de céder dans les deux ans les quelque 4.000 km de gazoduc qu'il détient dans l'ouest de l'Allemagne.

Bruxelles pourrait en échange clore sans suite son enquête contre RWE, comme elle vient de le faire pour le concurrent EON, qui a, lui, accepté de céder ses lignes électriques à très haute tension.

E.ONRWE

soe/csg/tes

Afp le 05 déc. 08 à 11 41.

Ref : TX-PAR-TOG28.



ÉLECTRICITÉ

E.ON UK baisse ses tarifs, mais pas trop

C'est dans un grand élan de générosité qu'E.ON UK a décidé de rétrocéder à certains de ses 5,5 millions de clients britanniques une partie de la baisse des prix des hydrocarbures survenus ces derniers mois. La filiale anglaise de l'énergéticien allemand va réduire de 14 livres (16,2 euros) le montant annuel moyen de la facture de centaines de milliers d'abonnés à la seule fourniture d'électricité. D'après ses calculs, Ofgem, le régulateur des marchés de l'énergie, estime qu'il est possible de baisser de 55 livres (63,7 euros) le montant de la facture de cette catégorie de la clientèle. Pour sa défense, E.ON UK rappelle qu'il ne peut pas trop minorer la facture des consommateurs ne consommant pas de gaz chez lui. Pour mémoire, les centrales au gaz produisent 40% des électrons, outre-Manche.



487A888259B0CD0960531029E50365A737F3FA9040658F0703BC316

Ligne Marlenheim-Vigy. En service en décembre

En octobre 2006, Réseau de transport d'électricité (RTE) Est a lancé les travaux de reconstruction à 400.000 volts de la ligne électrique reliant Marlenheim (près de Strasbourg) à Vigy (à côté de Metz). « C'est un dossier comme on en voit un tous les 10 ans », note Gilles Rohlinger, directeur de projets de RTE Est. Opérationnelle pour la mi-décembre, cette nouvelle ligne s'étend sur 137 km (112 km en Lorraine et 25 en Alsace). Elle aura nécessité un investissement de 137 M€. « L'enjeu pour RTE Est est de pouvoir accompagner le développement de l'Est mosellan, car Saint-Avold va accueillir les nouveaux équipements de la SNET (Société nationale d'électricité et de thermique, NDLR). » La ligne alimentera également la phase 2 de la

LGV, celle qui ira de Baudrecourt à Strasbourg. Il s'agit aussi de sécuriser l'alimentation électrique de l'agglomération de Strasbourg. « Les travaux ont été menés par un GIE (Groupement d'intérêt économique, NDLR) composé de huit entreprises. Nous avons utilisé 14.000 tonnes d'acier. Et c'est en moyenne 300 personnes qui ont travaillé sur ce chantier pendant deux ans. »

Tél. : 03.83.92.25.05.



E07578375B70F50B705A1E09B00465873BB34B9C70DE813E548253B

Areal. À la pointe des logiciels de supervision de procédés

En 2009, Areal fêtera ses 20 ans. L'entreprise, basée à Thédning, développe avec succès un logiciel de supervision des procédés automatisés.

Lorsque l'on arrive à Thédning, à quelques encablures de Farébersviller, on ne soupçonne pas la présence dans la bourgade d'un développeur de logiciels exportant jusqu'en Amérique du Sud. C'est pourtant là qu'est basée la matière grise d'Areal. Créée en 1989 par Sylvain Starck, l'entreprise possède son équipe de développeurs en Moselle et ses équipes techniques (hotline) et commerciales en Seine-et-Marne. « Ce sont les lieux de vie des deux créateurs, glisse Sylvain Starck. Mais la distance ne nous pose aucun souci. Au contraire, l'équipe de développeurs est tranquille ici ». L'activité d'Areal, c'est la création de Topkapi, son logiciel de supervision des procédés automatisés. En clair, un outil pour vérifier le bon fonctionnement et les réactions des automates. Une problématique qui concerne particulièrement le monde industriel, fortement automatisés, mais pas seulement. « Nous sommes performants sur les équipements décentralisés et de sources différentes. Par exemple, les canons à neige des stations de ski, perdus dans la nature, qui ne sont pas câblés.

» Le logiciel est utilisé dans différents secteurs. Parmi ses clients, on trouve des industriels du bâtiment, de l'automobile, de l'eau ou encore de l'agroalimentaire. Mais aussi des collectivités françaises et même étrangères (Sydney, Barcelone...) car le logiciel existe en anglais et espagnol. Areal réalise 20 % de son CA à l'export. Différentes versions sont proposées selon le profil du client et chacun développe ensuite des applications propres à ses problématiques.

Un contrat avec la SNET

Pour la SNET, Areal est même aller jusqu'à jouer le rôle d'intégrateur. L'entreprise a intégré Topkapi dans le projet Visioprod, afin de permettre à la SNET, qui a une unité à Carling, de coordonner au mieux les productions d'électricité de ses différents sites français. Ce type de contrat est d'autant plus intéressant qu'il nécessite un suivi. En 2009, Areal interviendra de nouveau dans le cadre d'une extension du système.

La société vend près de 500 licences chaque année et estime que le parc d'utilisateurs compte 5.000 licences. Areal réalise 2,5 M€ de chiffre d'affaires, dont 70 % proviennent de nouvelles installations et 30 % des contrats de renouvellement et de maintenance. Topkapi représente 90 % du CA, le reste provenant des formations et de l'assistance technique. Aussi l'activité majeure de l'équipe mosellane est-elle de mettre à jour le logiciel selon les évolutions informatiques et sur les automatismes. « Nous sommes sur un secteur d'investissements, précise Sylvain Starck. Pour l'année à venir nous devons élargir nos parts de marché. Pour cela nous allons offrir de nouveaux services permettant d'optimiser les applications ».

Nucléaire. EDF minimiserait le coût de l'EPR de Flamanville

EDF a confirmé, hier, l'augmentation du coût de la construction de l'EPR de Flamanville (Manche), réacteur nucléaire dit de troisième génération. La facture est annoncée à quatre milliards d'euros, contre 3,3 milliards initialement prévus. Mais selon le site bakchich. info, ce montant est largement sous-évalué. À titre d'exemple, les patrons d'Eon et d'Enel, les géants allemands et italiens de l'électricité, estiment le coût de ce réacteur à cinq milliards d'euros pièce en régime de croisière. C'est-à-dire bien plus pour le premier.

EDF engluée aux Etats-Unis

Pourquoi cette sous-évaluation ? Depuis quelques mois, le développement international d'EDF patine. Si après un âpre combat, il est arrivé à mettre la main

sur British Energy, nombreux sont les analystes qui estiment que le géant français l'a payé très cher. Aux Etats-Unis, l'entreprise préférée des Français est engluée dans sa filiale Constellation Energy. Mercredi, son P-DG, Pierre Gadonneix, a dû remonter son offre pour tenter d'acquérir l'activité nucléaire de l'opérateur américain. L'exploitation ne se porte pas bien non plus. D'après Les Echos, le taux de disponibilité des centrales d'EDF pourrait chuter à 79 % cette année, alors que lors de « l'introduction en Bourse, il y a trois ans, le groupe visait un taux de 84 % dès 2007 »...

Un prix différent annoncé à l'étranger

Il faut donc que le président annonce aux marchés des bonnes nouvelles. C'est la loi

du genre pour les entreprises cotées. Si le marché accepte le chiffre de quatre milliards, ce serait un exploit pour un premier réacteur. D'autant plus que le cahier des charges a été substantiellement modifié. Cette annonce risque de déstabiliser la filière nucléaire française. En effet, Bouygues et Areva sont en compétition contre Mitsubishi Westinghouse dans de nombreux pays pour vendre des EPR. Or, il semblerait que les prix annoncés par les deux fournisseurs d'EDF soient substantiellement plus élevés que les quatre milliards d'euros du premier réacteur.

CONCURRENCE



Enel stake sale loses luster

Effort to raise cash through green unit encounters obstacles

BY STACY MEICHTRY
AND LIAM MOLONEY

ROME—Enel SpA's plan to raise about €2.8 billion (\$3.56 billion) through the sale of a stake in its renewable energy operations faces big obstacles: The financial crisis and falling oil prices risk taking the wind out of renewable energy's sails.

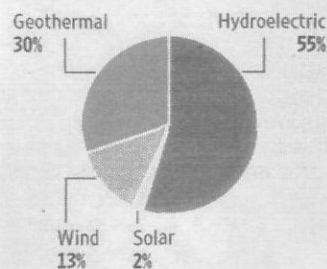
The Rome-based utility, Italy's biggest, aims to sell a minority stake in its renewable energy business as part of an effort to cut its debt. Enel has parked its wind, solar power, geothermal and hydroelectricity operations in a new company called Enel Green Power with a capacity to generate about 4,300 megawatts. Enel says a 20% to 30% stake in Enel Green Power could fetch about €2.8 billion, or about \$3.6 billion.

However, the potential sale comes at a time when a global economic crisis and tumbling oil prices have damped investors' appetite for renewable energy firms. Spain's Iberdrola Renovables SA is trading at almost half of its initial public offering price, and Portugal's EDP Renovaveis is trading about 41% lower than its IPO price.

In an interview last week, Francesco Starace, head of Enel's re-

Divided powers

Breakdown of Enel Green Power's operations as a percentage of total output



Source: the company

newable energy division, described Enel Green Power as a long-term investment that could help investors hedge against swings in the price of oil. "Renewable energy has value in that commodities are unpredictable," he said. "You isolate yourself, to an extent, from this volatility."

Some renewable energy companies have historically struggled to whet investor appetites, Mr. Starace said, because they rely too heavily on wind and solar power-operations that are vulnerable to streaks of bad weather.

Enel has offset this potential weakness by adding its hydroelectricity operations to Enel Green Power, giving the start-up a steady revenue stream. Mr. Starace said 55% of Green Power's output will come through hydroelectricity.

The outlook for renewable energy companies is not all dark, despite the current downturn. Renewable energy firms often receive heavy subsidies from governments seeking to reduce carbon emissions. Spain and Germany, for example, require their utilities to buy some of their electricity from renewable sources at premium rates. Renewable firms, such as Enel's, could also get a big boost from a European Union climate change package that calls on member states to get 20% of their electricity from renewable sources by 2020.

Some analysts have nevertheless begun to question whether Enel will reach its goal of raising a total €5 billion through the sale of the Enel Green Power stake and via the sale of other assets, such as its natural gas grid in Italy. As the credit crunch tightens bank lending, companies are finding it harder to secure long-term financing to install wind turbines and solar panels.

Enel's plans to cut debt by selling assets "may prove difficult given the current liquidity crisis," wrote Deutsche Bank analyst Virginia Sanza De Madris Grosse in a research note Friday.

Enel's net debt totaled €51.4 billion at the end of September. Much of that debt was taken on after Enel's takeover of Endesa SA last year in a joint acquisition with Spanish construction energy company Acciona in a deal valuing the Spanish utility €42.5 billion.

—Leila Abboud
contributed to this article.



RWE warns of carbon permit setback

**Chief executive sees
€40bn disadvantage
EU auctioning 'will
hand gift' to EDF**

**By Chris Bryant in Berlin
and Ed Crooks in London**

RWE's chief executive has complained that making power companies pay for the carbon dioxide that they emit would mark "the end of fair competition in the energy sector in Europe".

Juergen Grossmann, head of Germany's second biggest utility, told the Financial Times that its rival EDF, the French state-controlled nuclear group, could be handed a €40bn (\$51bn) gift this week if the European Union presses ahead with plans for full auctioning of carbon permits for utilities.

"Companies such as ours that... rely on coal-fired power generation will find themselves at a distinct disadvantage vis-à-vis companies like EDF, which are based mainly on nuclear and have virtually no CO₂ costs," Mr Grossmann said.

EDF refused to comment on the remarks, but said that it backed the objective of cutting CO₂ emissions.

EU ministers are this week widely expected to end the free allocation of some emission certificates for energy companies, in an attempt to cut greenhouse gases by 20 per cent by 2020 compared with 1990 levels. Although some eastern European companies that depend on coal production are likely to be granted a temporary reprieve, the biggest polluters from wealthy countries could be made to purchase carbon permits in full from

2013-20.

In spite of pursuing opportunities in the renewables sector, RWE still derives more than half of its German electricity production from coal and lignite (brown coal) making it Europe's biggest CO₂ emitter in the power sector.

RWE has been a vocal opponent of 100 per cent auctioning since 2013, arguing for a gradual phasing-in instead by 2020. The company estimates it would face a cost disadvantage of about €40bn compared with EDF by 2020, based on the company's current level of emissions of 140m tonnes and a future CO₂ price of €35 per tonne.

Future emissions are difficult to calculate and the CO₂ price is volatile: it is currently about €15-€16.

Poland, which derives more than 90 per cent of its

energy from coal, has argued its utilities should get free pollution allowances to protect local consumers from price rises. To address German concerns about cheap electricity imports, one Polish official told the FT that his country would be willing to block power sales to Germany. It is not clear if Germany's request for its power companies to be treated in line with Poland's was a serious demand, or a bargaining tactic in the sprawling EU climate negotiations. Commission officials have taken a dim view, noting Germany had already pushed for a generous share of free pollution allowances for steel, chemical, cement and other heavy industries.

Additional reporting Josh Chaffin in Brussels



Electricity

EDF hopeful of extending duration of its reactors

By Peggy Hollinger in Paris

EDF is hoping to secure a multi-billion euro windfall by extending the lifecycle of its nuclear power stations. This could prove crucial to maintaining its top grade credit rating as it invests billions in acquisitions and plant renewal.

The energy group this week set out in detail the costs and expected gains from the planned investment in its 58 nuclear power stations that could enable it to run reactors for up to 60 years, against the current lifecycle of 40 years.

It estimates that for an investment of roughly €400m (\$507m) per reactor, it can add value of €1.2bn by deferring the €4bn cost of building a new plant and main-

taining the reactor's cash-flow. But the biggest potential windfalls could come from the writeback of provisions on decommissioning.

In 2003, the group recorded a timely €3bn gain, following a costly acquisition spree, by extending the duration of its reactors by 10 years.

"Each time we can push back the construction of a new reactor there is a colossal financial positive for the company," said a senior EDF executive. He insisted, however, that the extensions had not been factored into the group's financial forecasts and that it would be able to maintain its AA-minus credit rating despite hefty obligations over the next decade. Nonetheless, analysts said that the extra

financial cushion could be crucial, especially amid fears that the French government could cut regulated tariffs in a bid to boost consumer spending.

A life extension would "have a real impact on net income", said Patrice Lambert de Diesbach of CIC Securities.

Per Lekander of UBS estimates EDF could gain as much as €8bn from life extensions this time round, a useful windfall as it shells out €14bn for British Energy, offers \$4.5bn for nuclear assets in the US and plans an international investment programme of €36bn to 2010.

"The difference between EDF not having to renew its fleet and having to do so is at least €3bn in cashflow a

year," said Mr Lekander. "What happens in France is critical."

Mr Lekander believes EDF is likely to win extensions on most reactors, with the practice already common in the US and elsewhere. Eighteen reactors reach the end of their lifecycles between 2015 and 2020.

But the first tests – due next year – may not be easy. EDF will apply for an extension at Tricastin, where it has been reprimanded several times by the safety watchdog for operational and maintenance lapses. Failure at the first hurdle risks provoking a sharp disappointment in the market.

**CRIBLE**

Court-circuit

Les courts-circuits naissent toujours d'une différence de potentiel. Bien qu'il connaisse parfaitement le phénomène, **EDF** n'a pas pu éviter celui qui a fait disparaître en fumée 15 milliards d'euros de sa capitalisation boursière la semaine dernière, soit plus de 18 %. La révision à la hausse du coût de production d'électricité de la nouvelle génération de réacteurs EPR, le lancement d'une contre-attaque de 6,5 milliards de dollars aux Etats-Unis dans la foulée d'une offensive britannique à plus de 15 milliards d'euros, l'ombre jetée sur la relance du nucléaire par les hésitations de l'Afrique du sud et, en sens inverse, l'allongement de la durée de vie des centrales au-delà de quarante ans ont bouleversé, comme rarement en quelques jours, l'équation économique à long terme du premier électricien européen. C'est aussi le moment où la chute du pétrole en dessous des 40 dollars le baril met cruellement en lumière la faible compétitivité de l'EPR en période de récession que choisit le gouvernement pour réaffirmer une stabilité des tarifs électriques incompatibles avec l'inflation des coûts à long terme. En faisant comprendre aux boursiers que la pressurisation était plus que jamais l'avenir d'EDF, l'Etat actionnaire a perdu en valeur boursière de quoi financer la moitié de son plan de relance. Etrangler la poule aux œufs d'or pour qu'elle ponde plus ne le rendra pas plus riche.



EDF tente de sécuriser l'avenir de son développement dans le nucléaire aux Etats-Unis

Le groupe français est prêt à mettre 4,5 milliards de dollars pour acquérir le groupe de production et de trading d'énergie Constellation Energy

Le PDG d'EDF ne veut pas laisser le champ libre dans le secteur nucléaire américain au milliardaire Warren Buffet. Après deux mois de préparation et d'hésitations, marqués par un premier renoncement mi-octobre, Pierre Gadonneix est revenu à la charge, mais sans le fonds d'investissement KKR cette fois. Il a annoncé, mercredi 3 décembre, une offre ferme de 4,5 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) pour acquérir la moitié de l'activité nucléaire de Constellation Energy (cinq réacteurs sur trois sites), un groupe de production et de trading d'énergie dont il détient déjà 9,5 %.

La proposition d'EDF valorise l'action de Constellation à 52 dollars, le double des 26,50 dollars offerts par MidAmerican Energy, l'entreprise détenue par Warren Buffet, qui n'a proposé que 4,7 milliards de dollars pour la totalité des actifs. Le patron de MidAmerican, David Sokol, a déclaré à l'agence Bloomberg que son groupe n'a « aucune intention de modifier son offre », qui est « dans le meilleur intérêt des parties prenantes ». Le conseil d'administration de Constellation recommande toujours l'offre du « sage d'Omaha ».

Les actionnaires de Constellation trancheront lors de leur assemblée du 23 décembre. Mais certains ont déjà saisi

la justice pour s'opposer à la vente du groupe à un prix aussi bas. Des analystes estiment toutefois que cette proposition a aussi l'avantage de porter sur le rachat de toute l'entreprise et de rassurer ainsi des actionnaires déboussolés par la crise.

En octobre, EDF avait justifié le retrait de son offre (35 dollars) par « les conditions difficiles sur le marché du crédit aux entreprises ». En fait, ce sont les difficultés de son partenaire KKR, frappé par la crise financière, qui avaient poussé EDF à renoncer à surenchérir sur le milliardaire américain, affirme une source interne qui juge que le groupe français ne souffre pas de problèmes de liquidités.

Si EDF gagne la partie, il gèrera le parc ancien dans le cadre d'une co-entreprise, tandis que les quatre EPR (*European pressurized water reactor*) qu'il veut construire aux Etats-Unis seront exploités par Unistar, créée il y a trois ans. Ces réacteurs de troisième génération font partie des dix à douze EPR qu'il veut bâtir et exploiter d'ici à 2020 aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Chine pour un montant qu'il a chiffré, jeudi, entre 40 et 50 milliards d'euros. La facture nucléaire monte vite, comme l'illustre le dérapage financier de l'EPR de Flamanville (Manche), dont le coût passera de 3,3 à 4 milliards d'euros.

« Nouvelles centrales »

Déjà soulevée après le rachat de British Energy pour 15,6 milliards d'euros, une question revient : l'offre d'EDF n'est-elle pas surévaluée ? D'autant que le groupe multiplie les engagements depuis quelques jours. Dernier en date : un investissement de 20 milliards

d'euros pour porter progressivement de quarante à soixante ans la durée de vie des 58 réacteurs français.

Outre-Atlantique, la crise financière risque de réduire l'ardeur des investisseurs devant des projets aussi capitalistiques : un EPR coûte plus de 5 milliards de dollars. Les dirigeants d'EDF ont toutes ces données en main. Ils savent que les Etats-Unis, où 104 réacteurs sont en exploitation, sont le premier marché du monde. Ils partagent cette conviction avec Areva, qui ne cesse de renforcer ses positions américaines (gestion des déchets, retraitement-recyclage du combustible, fabrication d'équipements avec Northrop Grumman...).

L'élection de Barack Obama n'a pas fondamentalement changé la donne. S'il exige des garanties sur la sûreté, le président élu est favorable à une relance de l'atome civil dans un pays qui a tout gelé depuis l'accident de Three Mile Island (1979). « Je suis pour la construction de nouvelles centrales, à condition qu'il existe une technologie sûre pour les déchets », a-t-il précisé en août. Il souhaite trouver un autre site de stockage que celui de Yucca Mountain (Nevada).

Pour l'ex-sénateur de l'Illinois, l'Etat le plus nucléarisé des Etats-Unis, cette énergie s'inscrit dans un double engagement de campagne : « investir dans l'indépendance énergétique » pour limiter les importations de pétrole grâce à un programme de 150 milliards de dollars sur dix ans dans les énergies vertes, et réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. ■

JEAN-MICHEL BEZAT



ÉNERGIES ● Mise en service du plus grand parc français

Sur l'horizon, 26 éoliennes

Marie-Laurence Fleitour

EDF Energies Nouvelles a annoncé jeudi la mise en service du parc éolien « chemin d'Ablis » en Eure-et-Loir.

Les 26 éoliennes du parc du Chemin d'Ablis ont commencé à tourner. Situé en Beauce, sur huit communes du département de l'Eure-et-Loir, il est « le plus grand parc éolien à ce jour » en terme de capacités installées. Selon un communiqué du groupe, « sa production est équivalente à la consommation électrique annuelle de 70.000 habitants ». Les développeurs d'EDF Energies Nouvelles ont voulu s'appuyer sur la ligne de force de l'infrastructure routière existante et rendre le parc éolien solidaire de l'autoroute.

Au bord de l'autoroute

Implanté sur 17 km le long de

l'A10, le parc devient ainsi une référence en matière d'insertion paysagère. Ce projet, lauréat en 2005 de l'appel d'offres du ministère de l'Industrie, avait déjà été distingué pour sa qualité et ses performances. « Nous sommes particulièrement fiers de signer cette réalisation exemplaire qui illustre bien que l'éolien peut allier à la fois une puissance électrique significative et une insertion paysagère concertée et réussie », déclare Yvon André, Directeur Général Délégué d'EDF. D'une capacité de 52 MW, ce nouveau parc éolien renforce les positions d'EDF Energies Nouvelles sur le territoire national.

EDF Energies nouvelles, filiale d'EDF, est présent dans neuf pays européens et aux Etats-Unis. Le parc du chemin d'Ablis est la deuxième centrale d'envergure mise en service cette année, après le parc éolien de Villesèque (Lot) en juillet 2008. A ce jour, EDF EN a développé et construit en France 258,3 MW, dont 163,7 MW détenus en propre. Le groupe français dispose d'un parc de 58 réacteurs, répartis sur 19 sites, d'un âge moyen

de 22 ans. Cette semaine, EDF EN a également mis en service la dernière tranche de sa centrale éolienne de Ventominho au Portugal, « la plus grande centrale éolienne en Europe ».

Energie propre

Les éoliennes sont permettent de convertir l'énergie du vent en énergie mécanique. Elle produisent de l'électricité qui peut être consommée localement (sites isolés), mais qui est le plus souvent injectée sur le réseau électrique. Du fait de la puissance installée au parc du chemin d'Ablis, un raccordement direct au réseau électrique à très haute tension (225.000 volts) a été réalisé, pour la première fois en France.

Le parc éolien français est le troisième en Europe, derrière l'Allemagne et l'Espagne. Si cette énergie est « propre » et renouvelable, ses capacités sont souvent contestées au regard de son faible rendement par rapport à l'énergie nucléaire, qui produit près de 80 % de l'électricité française. ■



Le long de l'autoroute A10, 26 éoliennes ont été mises en service.

Photo Sipa / Tchaen



ÉNERGIE

En investissant 7,2 milliards d'euros sur les cinq prochaines années, le groupe d'énergie veut consolider sa place de deuxième en Italie et développer sa présence dans le Sud-Est de l'Europe.

Edison augmente ses investissements

DE NOTRE CORRESPONDANTE
À MILAN.

Pour Edison, le groupe d'énergie italien contrôlé par EDF et A2 A, le développement passe par le Sud-Est de l'Europe, jusqu'en Turquie. C'est ce qui ressort du plan 2009-2014 que le numéro deux de la production et de la distribution d'énergie en Italie a présenté vendredi. Sur la période, les investissements prévus atteignent 7,2 milliards d'euros, dont 5,2 milliards à l'international. Le plan précédent pour la période 2008-2013 portait sur 6,2 milliards.

Parmi les projets figurent en

bonne place l'achèvement du regazificateur de Rovigo, du pipeline de Galsi entre l'Algérie, la Sardaigne et la Toscane, et de l'interconnexion entre la Turquie, la Grèce et l'Italie. Le plan doit permettre à Edison de consolider sa place de numéro deux avec 14 % de part de marché et mieux diversifier ses ressources en gaz, très consommé en Italie. A partir de 2008, ce sont ainsi 8 milliards de m³ de gaz par an qui doivent arriver à Rovigo depuis le Qatar. En outre, les capacités de stockage du gaz naturel vont être portées à 2,2 milliards de m³ en 2014.

Edison veut aussi développer

ses activités d'exploration et de production d'hydrocarbures. Le groupe a obtenu pour 1,4 milliard de dollars la concession du gisement d'Abu Qir en Egypte, capable de produire 1,5 million de m³ de gaz et 1,5 million de barils de pétrole par an. Un investissement « crucial », a souligné Umberto Quadrino, administrateur délégué. La mise en exploitation demandera 1,7 milliard d'investissement en plus d'ici à cinq ou sept ans et Edison pourrait vendre 25 % de sa concession. EDF étudie le dossier. La société cherche, en outre, à renforcer ses capacités de production d'électricité en Grèce et en

Turquie. Enfin, elle va investir 1 milliard dans les énergies renouvelables.

Sur la durée du plan, Edison prévoit une croissance annuelle moyenne de sa marge brute d'exploitation de 7 %. Le résultat d'exploitation devrait augmenter de 12 %. Et la dette devrait être en fin de période égale à 3 milliards, soit un ratio dette sur capital égal à 0,3 %. En attendant, la direction a confirmé ses prévisions de résultats 2008, ce qui n'a pas empêché le titre de perdre 7,28 % vendredi à la Bourse de Milan, en ligne avec les autres sociétés d'énergie.

M.-L. C.



L'INVESTISSEMENT

Thermie Ouest investit sur des pompes à chaleur performantes

Thermie Ouest compte bien profiter du marché en plein boom des pompes à chaleur en pariant sur l'innovation. Cette stratégie a séduit les Fonds d'investissement de Bretagne, qui ont pris 30 % du capital de l'entreprise via leur fonds d'investissement de proximité Nestadio Croissance. Stéphane Baudet, qui a fondé l'entreprise en 2004, garde la majorité du capital, tandis que Bretagne Jeune Entreprise est toujours présent à hauteur de 17 %. *« Aujourd'hui bien des offres proviennent d'assembleurs qui travaillent à partir de composants existants. Nous avons décidé de fabriquer nos propres composants et ainsi de garantir un excellent rendement quelle que soit la température extérieure »*, affirme Stéphane Baudet. La jeune société,

qui a ainsi déposé deux brevets sur deux pièces maîtresses de la pompe à chaleur (le condensateur et l'évaporateur), vise en effet le marché des appareils aérothermiques (puisant la chaleur dans l'air ambiant), qui représente aujourd'hui l'essentiel du marché français. L'augmentation de capital doit permettre d'investir dans l'outil de production, installé en Bretagne, et d'honorer un carnet de commandes qui s'élève déjà à 10.000 pompes à chaleur pour l'année 2009. Thermie Ouest, qui a réalisé 3 millions de chiffre d'affaires sur 2007-2008, prévoit ainsi de réaliser 14 millions d'euros l'année prochaine. L'entreprise, qui emploie déjà 52 personnes, envisage 50 embauches supplémentaires d'ici aux premiers mois de l'année prochaine. F. N.

MARCHE

NUCLÉAIRE Pretoria annule ses investissements L'Afrique du Sud sème le trouble sur le renouveau du nucléaire

EN ANNULANT ses investissements dans le nucléaire, Pretoria a jeté un trouble sur la relance du nucléaire. « Trop cher », a expliqué Eskom, l'électricien public sud-africain qui projetait de construire deux réacteurs de nouvelle génération. Le projet, estimé à 9 milliards d'euros, aurait donné lieu à une sévère bataille entre Westinghouse et Areva, associé à EDF, Alstom, et Bouygues. D'autant que dix réacteurs supplémentaires étaient prévus d'ici à 2025. Mais la crise financière et l'instabilité du pays sont passées par là.

Les réacteurs nucléaires en projet dans le monde

En nombre, au 1^{er} décembre 2008



« Les Echos » / Source : WNA

ÉNERGIE

Eskom, l'électricien public sud-africain, a annulé un projet estimé à quelque 9 milliards d'euros pour la construction de deux ou trois réacteurs de nouvelle génération, dits « EPR ». En cause, la crise financière internationale et l'instabilité politique locale. Areva et EDF gardent pourtant espoir.

En annulant ses projets d'investissement, Pretoria met en cause la relance du nucléaire

Pour les porte-flambeaux de la filière nucléaire française, Areva, EDF, Alstom et Bouygues, cela aurait pu être le contrat du siècle : la construction de deux EPR pour environ 9 milliards d'euros et, par la suite, une flotte de dix réacteurs du même type d'ici à 2025 pour plusieurs dizaines de milliards. Mais la crise financière et l'instabilité politique du pays ont contraint Eskom, l'électricien public sud-africain, à reporter vendredi la première partie du projet, jetant du coup le doute sur la renaissance mondiale du nucléaire.

Eskom n'a pas remis en cause l'ensemble de son programme nucléaire et l'Afrique du Sud reste intéressée par l'atome, a réaffirmé son gouvernement vendredi. Dans l'immédiat, l'annulation porte en effet sur la première partie du projet, appelée « Nuclear 1 ». Dans son communiqué, le groupe d'énergie a justifié sa décision par « la magnitude de l'investisse-

ment ». « C'est trop important, nous ne pouvons pas le faire », a ajouté un porte-parole.

L'Afrique du Sud est le premier pays à remettre en cause un tel investissement. Mais d'autres Etats qui s'intéressent à l'atome se posent des questions à mesure que les cours du pétrole chutent et que la crise financière réduit leurs capacités de financement. Le nucléaire nécessite, en effet, une mise de fonds très élevée. Un élément déterminant pour Eskom, qui a vu sa notation financière dégradée cet été après avoir obtenu une hausse de tarifs du gouvernement moins forte que prévu.

« La décision d'Eskom n'entame que marginalement la renaissance du nucléaire, relativise Jean-Marie Chevalier, qui dirige le Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières à l'université Paris-Dauphine. La chute du pétrole est provisoire et la prise de conscience sur les gaz a

effet de serre [auxquels échappe largement le nucléaire, NDLR] est plus forte au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. » Deux pays où Areva et EDF ont de gros espoirs.

Relativiser les choses

Chez Areva, tête de file du consortium, qui se trouvait en concurrence avec l'américain Westinghouse, on cherchait vendredi à minimiser la décision d'Eskom. « Nous sommes naturellement déçus, mais je veux croire que ce n'est que partie remise », a déclaré un porte-parole, reconnaissant qu'une centaine de personnes avaient travaillé sur le projet pendant deux ans. Il faut laisser cette décision dans sa dimension sud-africaine. » Chez EDF, dont la stratégie internationale repose sur quatre pays, dont l'Afrique du Sud, on cherchait aussi à relativiser les choses. « Le pays est dans une situation financière et politique particulière en ce moment », se rassure-t-on. Les marchés, qui crai-

gnent par ailleurs des baisses de tarifs imposées par le gouvernement à l'électricien français, semblent sceptiques. Vendredi, à la Bourse de Paris, le titre EDF a chuté de 9,46 % en clôture. Alstom, qui, de son côté a cédé 6,26 %, pourrait être le moins affecté par le virage d'Eskom. Le groupe, qui devait fournir l'îlot nucléaire des EPR, construit également des centrales à charbon. En février, il a d'ailleurs remporté un contrat de plus de 1,3 milliard d'euros auprès d'Eskom portant sur l'équipement d'une centrale à charbon de 4.740 mégawatts. Cinquième producteur mondial de charbon, l'Afrique du Sud risque justement de se replier davantage sur cette

énergie fossile.

THIBAUT MADELIN

Lire « Crible » page 39.

Les projets nucléaires pour les champions français de l'atome

Chine : Pékin s'est engagé sur la construction de 2 réacteurs EPR pour 8 milliards d'euros. Contrat signé en 2007 avec Areva, EDF et l'électricien local CGNPC.

Etats-Unis : le groupe Constellation projette de construire 4 réacteurs EPR en association avec Areva et EDF. Le choix de la technologie est arrêté, mais il doit maintenant être validé par les autorités

américaines de contrôle.

Royaume-Uni : outre-Manche, EDF et sa future filiale, British Energy, devraient construire 4 EPR, auxquels s'ajouteraient 2 réacteurs du même type construits par l'allemand E.ON. Principe arrêté.

Emirats arabes unis : le projet d'investissement porte sur 2 réacteurs de nouvelle génération. Les autorités locales ont conclu un partenariat en janvier avec un consortium regroupant Total, Areva et Suez. L'appel d'offres est attendu pour l'an prochain.

(source : « Les Echos »)

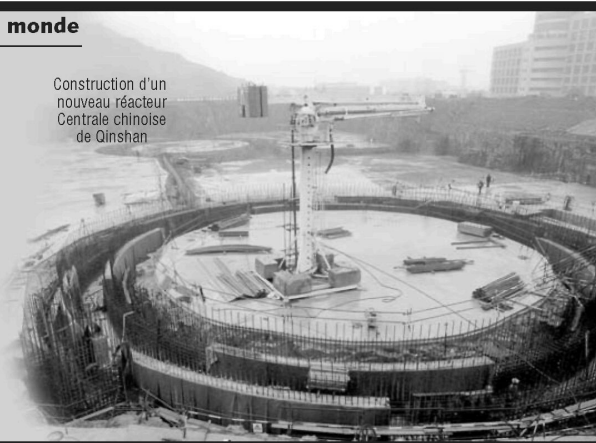
Les projets de construction de réacteurs nucléaires dans le monde

Au 1^{er} décembre 2008

	En nombre de réacteurs	Puissance en mégawatts
Chine	100	87.540
Russie	36	35.150
Etats-Unis	32	41.000
Afrique du Sud	27	7.565
Inde	25	20.960
Ukraine	22	28.900
Japon	12	16.045
Royaume-Uni	6	9.600
Monde	376	384.100

« Les Echos » / Source : WNA / Photo : Réa

Construction d'un nouveau réacteur Centrale chinoise de Qinshan



L'Afrique du Sud menacée de pénurie énergétique

En début d'année, l'Afrique du Sud a connu une crise énergétique. Les délestages et l'arrêt des mines avaient entraîné une chute de la production minière de 22 % au premier trimestre. La croissance du pays a été amputée de moitié.

« Economisez autant d'électricité que possible ! » Non, nous ne sommes pas dans un pays en guerre, aux infrastructures détruites, mais en Afrique du Sud.

Début décembre 2008. Un an après la crise énergétique qui a plongé le pays dans l'obscurité, la compagnie électrique nationale Eskom veut sensibiliser ses clients sur leur consommation pendant ses travaux annuels de maintenance. Des travaux qui commencent ces jours-ci et qui réduiront ses capacités de production. Or celles-ci suffisent déjà à peine à répondre à la demande.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis la fin de l'apartheid, en 1994, la consommation électrique a augmenté de moitié, mais sans que le pays modernise ses infrastructures.

Le Mondial de football menacé

Du coup, l'Afrique du Sud est régulièrement confrontée à des coupures d'électricité. Résultat : des immeubles dans le noir, des embouteillages causés par des feux de signalisation à l'arrêt... « Il y a des entreprises qui délocalisent à cause de ce problème », témoigne un consultant.

Au premier trimestre, au plus fort de la crise, les délestages et l'arrêt des mines pendant plusieurs jours avaient entraîné une chute de la production minière (or, platine...) de 22 %. Le prix de certains minerais s'était envolé et la croissance du PIB avait été amputée de moitié, tombant à un taux annuel de 2,1 %.

Aujourd'hui, des projets industriels sont en danger. Ne dispo-

sant pas de garantie d'approvisionnement suffisante, le producteur d'aluminium Rio Tinto Alcan hésite à construire une usine à Port Elizabeth. Le black-out menace également la Coupe du monde de football de 2010. Pour éviter que les joueurs ne jouent dans des stades sans lumière, Eskom a mis en place des groupes de travail avec les collectivités locales. Pour prévenir toute nouvelle crise, le Parlement sud-africain a voté une loi spécifique en août. De son côté, Eskom, considéré comme l'ennemi public numéro un, prévoit depuis l'année dernière de porter sa capacité de production de 44 gigawatts à 60 gigawatts d'ici à 2025. Un effort qui reposait pour moitié sur le nucléaire. Le coup d'arrêt porté vendredi au programme pourrait obliger le pays à privilégier des investissements moins lourds, comme le charbon ou le gaz.

T. M.



Energy projects fund hits buffers

By David Gelles
in San Francisco

A vehicle for funding clean energy projects in the US has stopped functioning, jeopardising the continued development of large-scale wind and solar projects.

The so-called "tax equity markets", in which banks and others invest in renewable energy projects in exchange for tax credits, are struggling because the investors no longer have profits that will be taxed.

The small group of investors included Wachovia, Lehman Brothers and AIG. All have been hit hard by the financial crisis and, with profit forecasts uncertain, most have stopped making deals, according to Randall Swisher, executive director of the American Wind Energy Association.

Tax equity investments accounted for 39 per cent of the \$13.5bn financial institutions invested in wind energy projects in 2007. A freeze on such deals is likely to hamper the flourishing wind business next year.

"Tax equity is a fundamental part of the way all these projects are financed," said Mr Swisher. "While the entire market may not come to a halt, there will be a very significant negative impact on the industry in 2009."

The freeze comes in the wake of a victory for the renewable energy industry. In October, the US Congress extended tax credits for solar and wind producers for another eight years.

"The industry fought very hard to get the investment

tax credit passed," said Arno Harris, chief of San Francisco-based Recurrent Energy, a commercial solar developer.

Investors need significant profits to take advantage of tax credits. But many financial groups face the prospect of the certainty of big losses this year.

As a result, this will be the first year when tax equity investment in renewable projects declines, according to John Eber, head of energy investment for JPMorgan Capital Corp, which was the country's single largest tax equity investor last year.

Eber estimates that overall tax equity investment will be down 20 per cent this year.

One effect of the pullback could be consolidation among some of the smaller renewable energy companies.

Mr Harris said that he had recently looked at acquiring projects with a combined generating capacity of 30-40 megawatts. "An environment like this can be a great opportunity."

Mr Swisher said a proposed solution was circulating among policymakers and renewable energy providers. Backers of the fix suggest the US government should make the tax credits for renewable energy production refundable.

This would allow investors without significant profits to re-enter the tax equity market, and also, said Mr Swisher, greatly enlarge the pool of potential investors.

See Comment